



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

L'euro. Une monnaie pour 300 millions d'Européen

Le 1^{er} janvier 2002, plus de 300 millions d'Européens découvrent leur nouvelle monnaie : l'euro. A Paris, quelques milliers de personnes ont fait le siège des distributeurs automatiques dès le 31 décembre à minuit afin d'être les premiers servis. Certains journaux en mal de sensation avaient en effet annoncé un épuisement des automates dès les premières heures du matin. Epuisement qui ne se produira pas... Dans les faits, l'euro est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1999, lorsqu'il est devenu la monnaie unique des pays de l'Union Economique et Monétaire (UEM). A ce moment cependant, seules les opérations financières réalisées sur les marchés financiers sont concernées, les Etats membres conservant encore leur monnaie nationale.

Ce que découvrent les Européens en ce premier jour de l'année 2002, ce sont les pièces

et billets avec lesquels ils régleront désormais leurs achats. Les nouvelles coupures sont très différentes de celles qu'ils avaient l'habitude d'utiliser jusque-là. Par leurs signes de sécurité en premier lieu, beaucoup plus nombreux et élaborés que sur les anciennes coupures nationales. Ce qui n'empêchera pas, d'ailleurs, les contrefaçons... Mais aussi par les thèmes retenus pour les illustrer. Ceux-ci ont été choisis à l'issue d'un concours organisé en février 1996 par l'Institut monétaire européen, le précurseur de la Banque centrale européenne. Y ont participé des graphistes et des dessinateurs de billets sélectionnés par les banques émettrices de chacun des pays membres de la future zone euro. Trois thèmes ont été imposés : les styles architecturaux dans l'histoire de l'Europe, les hommes et les femmes ayant marqué l'histoire de l'Europe et les arts abstraits et contemporains. Afin de ne vexer personne,



les candidats ont reçu pour consigne de n'évoquer aucun pays en particulier. Pas question, ainsi, de faire figurer la Tour Eiffel ou un portrait de Luther sur les billets! Loin d'être réels, personnages et édifices devront rester totalement virtuels et refléter un type - un homme de la Renaissance ou de l'Antiquité - ou un style architectural commun à l'Europe. C'est Robert Kalina, le graphiste habituel de la Banque Nationale d'Autriche, qui a remporté finalement remporté le concours pour sa série « époques et styles architecturaux européens.

Dans les douze pays qualifiés pour l'euro - Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal - le passage à l'euro est salué comme une avancée majeure de la construction européenne. Rares sont ceux qui savent que l'événement est le fruit de compromis multiples et de nombreuses arrière-pensées. L'idée même de créer une monnaie unique est relativement récente. Elle ne faisait pas partie du projet initial de construction européenne. Signé en 1957, le Traité de Rome préconise bien une coordination des politiques économiques mais, en matière de politique monétaire, il s'en remet au système de changes

fixes mis en place lors des Accords de Bretton Woods de 1944 et qui fait du dollar la monnaie de référence dans le monde entier. Union douanière, politique agricole commune et construction d'un grand marché intérieur : telles sont alors les priorités des pères de l'Europe.

Tout change à partir de la fin des années 1960. La montée de l'inflation, les tensions qui règnent sur les marchés des changes et l'achèvement de l'union douanière poussent en effet les six pays membres de la CEE - Allemagne, France, Italie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas - à réfléchir à une intégration économique plus poussée. Lors du sommet de La Haye, en 1969, les « Six » s'accordent sur l'objectif de mettre en place une Union économique et monétaire. L'année suivante, le Plan Werner - du nom du premier ministre du Luxembourg - fait clairement référence à la création d'une monnaie unique à l'horizon d'une décennie. C'est alors que la décision prise en 1971 par le président des Etats-Unis Richard Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or vient tout remettre en question...

En « désarrimant » les monnaies européennes du billet vert, cette décision provoque en effet de brutales fluctuations de



change entre les différentes monnaies risquant à terme de déstabiliser le marché commun. C'est pour conjurer ce risque qu'est créée en 1972, lors de la Conférence de Bâle, le Serpent monétaire européen. Il prévoit de limiter les fluctuations des monnaies européennes entre elles à l'intérieur d'un « tunnel » - d'où l'image du « serpent ». Mais cette expérience ne résiste pas à l'effondrement total du système de Bretton Woods - acté lors des accords de la Jamaïque en 1976 qui entérinent le flottement généralisé des monnaies - ni à la crise économique consécutive au premier choc pétrolier. L'un et l'autre rendent en effet impossible le maintien de parités stables entre les monnaies. Dès 1972, la Grande-Bretagne quitte le Serpent, suivie de l'Italie en 1973 et de la France en 1974. L'absence d'unification des politiques économiques - notamment en matière de lutte contre l'inflation - a eu raison du Serpent monétaire. L'échec de ce dernier laisse cependant entière la question de la stabilisation des taux de change. D'où la création, en 1979, à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing et du chancelier Helmut Schmidt, du Système Monétaire Européen (SME). Fondé sur un unité de compte appelée l'Ecu - European Currency Unit -, elle même définie par un « panier » des monnaies

européennes, le SME introduit un système de taux de change stables mais ajustables. L'expérience, cette fois, atteint ses objectifs : la stabilité des taux de change à long terme. Il vrai que les politiques de désinflation menées dans tous les pays de la Communauté y contribuent largement.

L'étape suivante, c'est à Jacques Delors qu'on la doit. Président de la Commission européenne depuis 1984, ce fédéraliste dans l'âme est convaincu que l'Union économique et financière conditionne l'Union politique qu'il appelle de ses vœux. Dès 1986, l'Acte Unique fait référence à la création d'une monnaie commune. L'idée suscite aussitôt l'opposition de la Banque centrale allemande, la très puissante Bundesbank, qui n'est pas loin de considérer que l'Europe a déjà une monnaie de référence, en l'espèce le Mark. Jusqu'à la fin des années 1980, la question empoisonne les relations entre les Etats membres de l'Union. Jusqu'à ce jour de novembre 1989 où la chute du mur de Berlin vient brusquement rebattre les cartes...

Cet événement place en effet d'emblée le couple franco-allemand au centre du processus qui va conduire à la naissance de l'euro. Ayant connu la guerre,



François Mitterrand a en effet une hantise : que la réunification de l'Allemagne pousse Berlin sinon à quitter la construction européenne, hypothèse peu probable, du moins à regarder davantage vers l'Est, sa zone d'influence historique. Pour le président français, il est vital que la RFA s'arrime solidement à la construction européenne, un objectif que la création d'une monnaie unique permettra d'atteindre. On a beaucoup glosé sur un François Mitterrand « échangeant » la réunification contre l'euro. Hypothèse peu crédible, le président n'ayant ni les moyens ni sans doute la volonté d'aller à rebours de l'histoire. Si « échange » il y a eu, c'est plutôt du côté de l'Allemagne qu'il faut le chercher. Pour faire accepter à ses partenaires une réunification qui en inquiète plus d'un, le chancelier Helmut Kohl donne en effet son accord de principe à la création d'une monnaie unique, avalisant ainsi de facto la disparition à venir du Mark. Un véritable traumatisme pour les Allemands qui associent étroitement le miracle économique de la RFA survenu après la guerre à la création du Deutsch Mark. Mais aussi pour la Bundesbank, elle aussi très attachée au Mark. De fait, c'est en Allemagne que le débat sur la monnaie unique va se révéler

le plus vif. Les tensions se focalisent, au départ, sur une question en apparence très éloignée de celle la monnaie unique : la parité entre le Deutsch Mark et l'Ostmark, la monnaie de l'ex-Allemagne de l'Est. D'un côté, la Bundesbank et les milieux industriels qui, pendant des années, ont fait fabriquer une partie de leurs sous-ensembles en RDA, à des coûts défiant toute concurrence. Eux verraient bien une parité de 1 à 3, voire 1 à 4, seul moyen à leurs yeux pour maintenir la compétitivité de l'économie allemande. De l'autre, le chancelier Kohl, soucieux, en homme d'Etat, d'accélérer l'intégration des Allemands de l'Est au sein de la nouvelle Allemagne et d'éviter une migration incontrôlable de l'Est vers l'Ouest. Un double impératif qui l'amène à imposer une parité de 1 pour 1...

Le rapport avec l'euro ? Il est évident ! Cette parité strictement égalitaire entraîne, outre Rhin, de graves tensions inflationnistes, obligeant la Bundesbank - qui entend préserver un mark fort - à relever à plusieurs reprises, durant les années 1990, ses taux d'intérêts. Que la « Buba » ait voulu, ce faisant, rendre la monnaie de sa pièce au chancelier n'est pas impossible. Car la politique du Mark

fort n'est pas anodine. Elle entraîne en effet un sérieux ralentissement de l'économie allemande qui, par contrecoup, atteint tous les pays de la zone euro...provoquant en retour des attaques spéculatives sur les monnaies les plus faibles. En 1992 ainsi, la lire, la peseta et la livre sont successivement attaquées. L'année suivante, c'est au tour du Franc d'échapper de justesse à la dévaluation... A ce moment, l'ampleur de la spéculation est telle que nombre d'observateurs s'interrogent sur la survie même du SME. En août 1993, afin de mettre un terme à ces attaques, les Etats membres de l'UE élargissent les bandes de fluctuation. La mesure est couronnée de succès. Mais à Bruxelles, on a pris conscience de l'impossibilité de maintenir des taux de change fixes avec des politiques monétaires indépendantes. Née en partie de l'intransigeance allemande, la crise du début des années 1990 va ainsi avoir pour effet paradoxal d'accélérer la mise en place de la monnaie unique...

Mais, une fois encore, aux conditions allemandes. Le traité de Maastricht, signé en février 1992 et qui prévoit le passage à la monnaie unique au plus tard le 1^{er} janvier 1999 témoigne en effet des arrière-pensées qui tra-

versent le couple franco-allemand : volonté de ne pas braquer une Allemagne dont la monnaie, comme le dit François Mitterrand, est la seule « arme diplomatique », côté français ; volonté de ménager la Buba et l'opinion publique côté allemand. Le résultat est une monnaie forte, l'euro, gérée par une banque centrale européenne indépendante et donc l'objectif premier est de maintenir la stabilité des prix. Une banque centrale établie sur le modèle de la Buba.

Tristan GASTON-BRETON,

Historien d'entreprises

tgastonbreton@elzear.com